



Conférence de presse du 26 septembre 2008

La politique des grandes villes :
UNE NÉCESSITÉ, UNE INQUIÉTUDE.

Discours de Paul Furlan,
Président de l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

Bonjour à toutes et tous et merci, tout d'abord, pour votre présence, car votre mobilisation est essentielle.

En effet, nous traitons ici d'une question de première importance pour notre région et notre pays: celle de l'avenir de la politique des grandes villes qui est mise à mal par l'inertie du gouvernement et par des différences de vues avec nos Collègues flamands.

L'expression n'est peut-être pas très parlante, aussi je voudrais, si vous le permettez, commencer par rappeler, de manière générale, de quoi il s'agit.

1) La politique des grandes villes, c'est quoi?

C'est un programme fédéral qui a débuté en 2000, initialement centré sur les villes d'Anvers, Charleroi, Gand, Liège et 7 communes de l'agglomération bruxelloise.

Ce programme s'est par la suite décliné sur un nombre plus important d'objectifs et de villes, 17 pour être précis, 5 flamandes, 7 bruxelloises et les 5 villes wallonnes représentées aujourd'hui.

Il est basé essentiellement sur deux outils de programmation et de financement que sont le contrat de ville et le contrat de logement.

On peut globalement en retenir qu'ils visent à mettre fin aux fractures sociales en travaillant sur l'intégration des cultures, des générations.

En bref, il s'agit de donner aux gens, de façon très concrète, là où les difficultés sociales sont les plus préoccupantes, une chance de ne pas être des citoyens de second plan, qu'ils aient l'espoir et la possibilité de se créer un avenir social, professionnel, familial.

Bien sûr la société aura toujours plusieurs "vitesses" mais l'objectif ici c'est qu'entre les échappées et la queue du peloton on ne laisse pas fermées les barrières des passages à niveau.

C'est un objectif important en soi pour les citoyens les moins favorisés, qui sont les premiers concernés, mais aussi pour la société dans son ensemble.

La paix sociale, la cohabitation entre les composantes de la société, l'importance même de la criminalité, sont directement en effet liées à la taille du fossé qui sépare nos concitoyens.

Concrètement, pour y parvenir, la politique fédérale consiste en une concentration de moyens financiers destinés à soutenir des projets s'inscrivant dans un ensemble de critères et axes stratégiques.

Cette approche est essentielle dans la mesure où la Belgique est principalement une société urbaine (9 habitants sur 10 vivent en zones urbaines).

C'est une approche de proximité car elle concentre d'importants moyens financiers sur la reconversion et la redynamisation des quartiers où les difficultés sont les plus préoccupantes.

2) La politique des grandes villes, c'est combien ?

Le programme triennal 2005-2007 portait sur un total de près de 200 millions d'euros, soit un budget annuel de plus de 66 millions, dont, grosso modo, les grandes villes wallonnes recevaient un peu moins d'un tiers.

Bien sûr, ce ne sont pas des fonds structurels, des enveloppes générales telles que le Fonds des Communes.

Nos villes doivent s'inscrire dans une stratégie urbaine nationale qu'elles doivent décliner en objectifs stratégiques et en projets précis comme vous le constaterez au travers des expériences qui vous seront décrites.

Cette politique des grandes villes est aussi nécessaire par son effet levier. Les villes y affectent d'une part des ressources, des fonds propres, et d'autre part elles rebondissent sur les fonds de départ pour les démultiplier à travers d'autres sources de financement publics, notamment régionaux ou européens, et même via l'implication des promoteurs privés.

3) La politique des grandes villes, c'est maintenant une inquiétude.

Depuis les dernières élections fédérales, le Gouvernement ne dit mot de l'avenir de la politique des grandes villes.

Un triennat s'est achevé sans vision de ce qui suivrait, tout au plus un bois de rallonge obtenu in extremis pour 2008, nécessaire, il est vrai, mais néanmoins sans perspectives concrètes, et qui ne chauffera plus rien en 2009.

Or, si on ne continue pas, non seulement on n'avancera plus vers les objectifs de cohésion sociale poursuivis, et pour lesquels il reste un important chemin à parcourir, mais on perdra tout ce qui a été construit jusqu'ici.

Les villes wallonnes plaident aussi pour un débat sur la stratégie à long terme de la politique des grandes villes.

Au-delà des crédits, il y a, rappelons-le, près de mille personnes dont les emplois sont directement liés aux projets de la politique fédérale des grandes villes.

Que vont-ils devenir? Est-il logique, est-il humain, de reconduire des emplois provisoirement chaque année, en laissant planer l'incertitude du contrat jusqu'à l'extrême limite ?

4) La politique des grandes villes : Que voulons-nous ?

On n'exige rien de plus qu'un garrot dans l'immédiat: une reconduction en 2009 d'un crédit annuel qui permette de continuer l'action et de réfléchir, avec les différents acteurs, à l'avenir de la politique des grandes villes.

Il est essentiel de pouvoir entamer cette réflexion sans perdre tous les bénéfices des investissements humains, matériels et financiers engagés depuis 2000.

Nous avons tous en tête les événements violents qui ont secoué les quartiers en difficulté en France ces dernières années. On se souvient, je l'espère, des récentes émeutes qui ont secoué Anderlecht, dans notre pays censé si paisible.

On ne peut bien entendu pas excuser ces violences, ni l'intolérance qui les sous-tendent, mais il est clair que si l'on veut prévenir ce genre de phénomène, il faut mener des actions de terrain.

Il faut recréer de la vie, de l'activité, des possibilités de développement personnel, de bien être, de liens transcendant les cultures, les origines sociales et les générations, au sein de la population, et entre la population et les autorités publiques.

Bref, il faut une vision stratégique, une politique des grandes villes digne de ce nom.

La semaine dernière, à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la réforme des polices, j'évoquais l'accent mis sur l'interventionnisme policier et la répression.

Certes, il faut protéger le citoyen de la violence lorsqu'elle survient, mais miser sur la force publique, ce n'est pas combattre le mal à la racine.

Or c'est à cela que sert la politique des grandes villes. Ses enjeux ne sont donc pas anecdotiques.

C'est pourquoi nous avons interpellé le Premier Ministre.